

Afrique du Sud. Les effets meurtriers des inondations face à la politique du gouvernement Ramaphosa... qui encourage le charbon et le méthane

lundi 18 avril 2022, par [BOND Patrick](#), [GALVIN Mary](#) (Date de rédaction antérieure : 14 avril 2022).

Sommaire

- [Durban greenwashé](#)
- [« Parler généreux et vert. \(...\) »](#)
- [Le coût d'une transition \(...\)](#)
- [Une politique rouge-verte \(...\)](#)

(Johannesburg, le 14 avril 2022) Les pluies diluviennes et inondations ont de nouveau ravagé la troisième plus grande ville d'Afrique du Sud, Durban, tuant au moins 300 habitants lundi [actuellement, le nombre de morts est estimé à plus de 400 et 41000 personnes sont brutalement affectées], obligeant des milliers d'autres à évacuer leurs maisons et empêchant la circulation des personnes et des biens de première nécessité en raison de l'effondrement des routes et des ponts. Dans de nombreuses zones, les ruptures de conduites de distribution d'eau et l'effondrement du système électrique ont laissé les robinets à sec et le courant coupé pendant des jours.

Le bilan en vies humaines perdues dépasse le précédent record de Durban, qui était de 64 morts lors de la « bombe de pluie » d'avril 2019, lorsque 168 millimètres sont tombés en 24 heures, faisant au moins 75 millions de dollars de dégâts. En octobre 2017, 108 mm sont tombés en une journée, faisant 11 morts [1 mm de pluie représente 1 litre par mètre carré].

Si l'on remonte plus loin, Durban a accueilli en 2011 le sommet annuel des Nations unies sur le climat COP17, généralement considéré comme un échec politique mondial (mais pas selon le négociateur du département d'Etat américain Todd Stern qui a célébré auprès d'Hillary Clinton ce qu'il a qualifié de « succès significatif pour les Etats-Unis »). Pourtant, les responsables de la ville ont semblé insensibles à la menace imminente, ne prenant pas la peine de réparer les infrastructures de base après 2017, même dans des sites très connus comme le foyer de travailleurs migrants des Glebelands, touché par la violence, dont le toit n'a toujours pas été réparé deux ans plus tard.

Lundi 11 avril, le ciel a déversé 351 mm. Une fois de plus, il était évident que la municipalité de Durban (officiellement connue sous le nom d'eThekweni), la province du KwaZulu-Natal et le gouvernement de l'Etat national ne s'engagent pas véritablement à s'adapter à la crise climatique, notamment en mettant sur pied un génie civil suffisamment robuste et un simple entretien des systèmes de drainage des eaux pluviales déjà inadéquats. Les normes de construction et de mise à disposition de logements de l'Etat pour des milliers de zones résidentielles de la ville se sont révélées inadéquates. Les communautés pauvres de Durban ont été les plus durement touchées : sur les 550 bidonvilles informels de la ville, au moins 164 sont situés dans des plaines inondables.

Durban greenwashé

La municipalité est souvent accusée de relâcher ses efforts en matière de protection du climat, en dépit d'une rhétorique contraire - par exemple, en 2020, en affirmant « être à la pointe de l'action contre le changement climatique, grâce à son leadership progressiste et à son engagement au sein du C40 Leadership Group » (un réseau promu par l'ancien maire de New York, Michael Bloomberg). Il y a beaucoup trop d'éloges de la part d'universitaires déconnectés de la réalité, bien qu'à l'occasion, les journalistes séparent la réalité de la fiction présentée par le C40.

Le plan d'action climatique de Durban de 2019 ne fait pas face à l'urgence, bien qu'il soit au moins fondé sur ce que les climatologues prédisaient dix ans auparavant : les zones sèches seront beaucoup plus sujettes à la sécheresse, et les zones côtières humides et l'est de l'Afrique du Sud beaucoup plus pluvieuses, avec une plus grande intensité des événements météorologiques extrêmes.

Mais personne ne peut nier le greenwashing notoire de Durban, qui a même entraîné la réception du Prix du WWF en 2014, pour laquelle les bureaucrates de la ville ont engagé un tricheur professionnel de l'internet qui a détourné des comptes Twitter, en partie pour promouvoir un système d'échange de carbone de la Banque mondiale qui a échoué.

En 2018, malgré les rapports des médias sur les poursuites imminentes de la maire de l'époque, Zandile Gumede, pour de multiples accusations de corruption et d'escroquerie à l'achat de déchets solides, le « One Planet City Challenge » du San Francisco Global Climate Action Summit a qualifié Durban comme « un leader de l'action climatique » parce qu'elle « continue de combiner des objectifs ambitieux et une action ciblée avec des initiatives de développement communautaire ». Zandile Gumede a été de 2016 jusqu'à son arrestation et sa démission forcée à la mi-2019, la vice-présidente du réseau climatique urbain du C40, révélant à nouveau l'incompétence effective des élites climatiques mondiales.

« Parler généreux et vert, marcher avare et sale »

Dans le même esprit, immédiatement après la pluie de 2019 à Durban, le président Cyril Ramaphosa [en fonction depuis le 15 février 2018] s'est rendu sur place - aux côtés de Zandile Gumede - pour constater les dégâts, concédant que « la force de la nature est tellement puissante et c'est en partie la caractéristique du changement climatique qu'elle frappe au moment où nous nous y attendons le moins ».

Quant à l'aide d'urgence et au paiement de ce que les Nations unies appellent les « pertes et dommages », il a promis : « J'ai immédiatement contacté notre Trésor et demandé si nous avons de l'argent pour aider notre peuple. Et ils ont répondu "Président, nous avons l'argent." L'argent sera donc mobilisé pour aider notre peuple. Il s'agit de situations d'urgence pour lesquelles nous établissons un budget, donc les ressources seront mobilisées de la manière la plus large possible afin que notre peuple qui est actuellement dans le besoin soit aidé. »

Pourtant, le Trésor public n'a débloqué que 6,25 millions de dollars pour répondre aux besoins urgents en matière de logement, soit à peine 14% de l'estimation faite par la ville elle-même, soit 46 millions de dollars de dégâts sur les zones habituées causés par la tempête d'avril, montant lui-même considéré comme faible compte tenu de l'ampleur des destructions et de la nécessité d'une reconstruction adéquate.

Mercredi 13 avril, Cyril Ramaphosa est retourné à Durban pour rendre visite aux victimes des inondations. Il a déclaré : « Cette catastrophe fait partie du changement climatique. Elle nous indique que le changement climatique est sérieux, qu'il est là. Nous ne pouvons plus remettre à plus tard ce que nous devons faire, et les mesures que nous devons prendre pour faire face au changement climatique. »

Malgré ses paroles apaisantes, son hypocrisie était flagrante. Avant 2016, lorsqu'il a vendu son conglomérat privé Shanduka [Ramaphosa a passé du statut de syndicaliste à celui de puissant homme d'affaires], Cyril Ramaphosa était si pressé de creuser pour trouver du charbon qu'il n'a pas obtenu les permis d'eau requis (apparemment en raison de la corruption liée à la réglementation), qu'il a déplacé les résidents locaux et s'est également associé à la célèbre société suisse Glencore [Zoug] à un moment où cette dernière faisait l'objet de poursuites internationales pour des dizaines de motifs. (La remarque n'a pas échappé aux habitants qui se souviennent du rôle de son fondateur, Marc Rich, dans l'application des sanctions à l'époque de l'apartheid.) Il y a un an, même certains anciens alliés ouvriers de Ramaphosa se sont retournés contre lui, étant donné les soupçons plausibles sur le fait qu'il aurait favorisé la branche charbon du groupe Glencore aux dépens des consommateurs lors d'une bataille sur la tarification de l'électricité en 2014-15. A cette époque, Ramaphosa occupait déjà le poste de vice-président de l'Afrique du Sud.

Jusqu'à ce que l'Afrique du Sud soit menacée de sanctions climatiques liées au commerce l'année dernière, Ramaphosa a manifesté sa résistance aux revendications des militants qui demandaient que l'Etat mette un terme à son histoire d'amour destructrice avec les combustibles fossiles, l'exploitation minière profonde, le raffinage et l'électrolyse à forte intensité d'électricité. Par exemple, en juillet dernier, afin de lutter contre une insurrection mozambicaine dans la province de Cabo Delgado, riche en gaz, Ramaphosa a déployé plus de 1000 soldats de l'armée et des hélicoptères indispensables en cas de catastrophe (n'en laissant qu'un seul à Durban pour les sauvetages d'urgence cette semaine). Ces forces militaires défendent principalement les intérêts des compagnies pétrolières occidentales et chinoises qui forent le quatrième plus grand champ de méthane du monde. Les insurgés continuent d'agir dans l'ombre, bien que Total ait annoncé la reprise de ses activités de forage et de traitement du gaz.

Pourquoi ce virage soudain vers l'énergie méthanifère ? En 2020, le ministre des Entreprises publiques du gouvernement Ramaphosa - qui, dix ans plus tôt, en tant que ministre des Finances, avait obtenu le plus grand prêt jamais accordé par la Banque mondiale pour financer les plus grandes centrales à charbon du monde, alors en construction - a engagé un ancien cadre de Sasol [entreprise chimique], connu sous le nom de « M. Charbon », pour diriger Eskom, la société paratataïque d'électricité. C'est là qu'il a annoncé, à la mi-2021, que 44% des fonds de sa « transition énergétique juste » - dont 8,5 milliards de dollars de financement supposé de la décarbonisation alloués lors de la COP26 de Glasgow en novembre dernier - serviraient à convertir des centrales au charbon en centrales au gaz méthane (et que de nouvelles centrales seraient construites). Il est aujourd'hui largement admis que le méthane a un pouvoir réchauffant bien supérieur au CO₂, et qu'il est même quatre-vingt fois pire sur un siècle.

Les autres contributions permanentes du gouvernement Ramaphosa à la crise climatique sont nombreuses. Le premier mégaprojet présidentiel prioritaire en matière d'infrastructures dans le cadre du plan de développement national (dont Ramaphosa était le vice-président en 2012) consiste à exporter 18 milliards de tonnes de charbon à partir d'un site situé dans la province natale de ses parents, le Limpopo. Si les infrastructures ferroviaires et électriques associées sont un jour achevées, cela coûtera au moins 100 milliards de dollars. Son équipe Transnet est déterminée à privatiser les lignes ferroviaires afin d'augmenter les exportations de charbon - l'année dernière, seulement 59 millions de tonnes, suite aux opérations des voleurs et vandales - pour les porter à 75 millions par an.

Toujours dans le Limpopo, son gouvernement fait la promotion de la zone économique spéciale de Musina-Makhado MMSEZ (située à côté de son village natal traditionnel), d'une valeur de 17 milliards de dollars, une initiative fièrement annoncée en 2018 après que lui et Xi Jinping ont coprésidé le Forum sur la coopération sino-africaine : « Les projets suivants au sein de la MMSEZ ont été classés prioritaires pour leur mise en œuvre : une centrale à charbon de 4600 MW, une cimenterie et d'autres projets métallurgiques. » Même sans le générateur à charbon initialement prévu, que les militant·e·s pour le climat semblent avoir neutralisé le mois dernier, les « autres projets métallurgiques » émettront 34 mégatonnes de CO₂ par an, selon les responsables. Ainsi, d'ici 2030, si le projet se poursuit, ils représenteront 8% de l'objectif national de 420 mégatonnes de pollution.

Pendant ce temps, sans objection présidentielle, le ministre de l'Énergie de Cyril Ramaphosa fait une promotion inconsidérée du gaz méthane et du charbon, son ministre de l'Environnement rejette les injonctions judiciaires de réduire la pollution chez les deux plus grands émetteurs de gaz à effet de serre (Eskom et Sasol). Et son ministre des Finances retarde (de plusieurs années) l'augmentation de ce qui est une taxe sur le carbone incroyablement faible, une taxe actuellement de seulement 0,42 \$/tonne en raison d'exemptions, par rapport aux estimations les plus récentes d'un coût du carbone de 3000 \$/tonne.

Le coût d'une transition inéquitable

Ce dernier point est vital, car en appliquant un principe rudimentaire de « pollueur-payeur » comme moyen de lever des fonds - mais de manière progressive et non régressive (comme l'ont fait les gouvernements français et équatorien en 2018-19, suscitant des protestations sociales massives) - des fonds pourraient être levés non seulement pour les réparations des pertes et dommages, mais aussi pour les investissements nécessaires au sein des communautés pauvres en matière de protection climatique.

Grâce à l'augmentation spectaculaire du chômage dans ces régions en raison du Covid-19, il existe des réserves non employées de travailleurs du bâtiment et d'ouvriers de travaux généraux qui peuvent réparer et renforcer les systèmes de drainage, reconstruire les routes endommagées, construire des maisons plus solides et des ponts plus sûrs, restaurer les zones humides et réhabiliter les réseaux riverains pour qu'ils agissent comme une éponge. L'énergie solaire et éolienne ainsi que l'amélioration des transports en commun nécessitent également des subventions généreuses. Selon certains, un « million d'emplois climatiques » pourraient être créés ici, s'il y avait une volonté politique.

Mais le gouvernement n'a pas tenu ses nombreuses promesses de « reconstruire en mieux » après le blocage économique dû au Covid-19. Même si, en octobre 2020, Cyril Ramaphosa a engagé l'État à embaucher 800 000 nouveaux travailleurs, les coupes budgétaires sans précédent du Trésor sont entrées en vigueur peu après. Ces coupes ont asséché les fonds nécessaires non seulement à la réparation des infrastructures endommagées, mais aussi à la mise en œuvre d'une véritable « transition juste » : l'aide aux travailleurs délogés par la décarbonisation, que ce soit dans le charbonnage ou dans le complexe de raffineries de Durban Sud (où les firmes Engen et Sappref ont récemment mis fin à leurs activités).

Si davantage de fonds publics avaient été disponibles pour le redressement de Durban en 2019 - et réservés pour ne pas être victimes des tendances présumées à la corruption de Zandile Gumede - les travaux nécessaires d'adaptation au climat auraient pu avoir lieu. Pourtant, comme l'a fait remarquer cette semaine le journaliste local Des Erasmus du Daily Maverick, un cas fondamental de

mal-gouvernance ne peut être dissimulé : « Les gouvernements locaux et provinciaux ont parlé du changement climatique jusqu'à ce qu'on leur rappelle que, au-delà du changement climatique, les mauvaises infrastructures, le drainage et l'entretien des égouts, les maisons mal construites et le fait d'autoriser les habitants à construire des maisons sur les berges des rivières avaient également contribué de manière significative aux retombées. »

Quels types d'investissements résilients au changement climatique sont nécessaires ? Une première étape essentielle consiste à améliorer les systèmes d'alerte précoce et la préparation aux inondations, puisque le service météorologique de l'Etat a admis avoir largement sous-estimé la puissance de la tempête. D'autres constructions à forte intensité de main-d'œuvre sont nécessaires : petits barrages et digues, renforcement des routes et des ponts, amélioration de la qualité des canalisations et du traitement de l'eau, générateurs électriques de secours pour les stations de pompage, évacuation beaucoup plus efficace des eaux de pluie, y compris leur entretien.

Evidemment, des améliorations de la stabilité des logements sont nécessaires dans les quartiers ouvriers de la ville, ainsi que pour toutes les structures construites sur des collines instables et près des océans et des rivières. Et il faut investir bien davantage dans les infrastructures vertes, notamment en améliorant l'entretien des forêts, des plaines inondables et des zones humides.

Une politique rouge-verte insaisissable

Pour y parvenir, les rapports de forces devront être modifiés en profondeur et de toute urgence. La façon dont cela se produira n'est pas encore claire. En effet, bien que Ramaphosa soit en train de perdre rapidement le pouvoir en interne au sein de son parti, l'ANC (Congrès national africain) très divisé - qui n'a obtenu que 42% aux élections de 2021 (25% de moins qu'il y a 20 ans) et a perdu la plupart des grandes villes au profit des partis d'opposition de centre-droit - un nouveau danger est apparu : un courant d'extrême droite et xénophobe dans les milieux de la classe ouvrière ciblant les immigrants africains et asiatiques (ce qui rappelle le Brexit, Trump, Bolsonaro, Duterte, Orban, etc.)

Dans le même temps, il existe des scissions majeures dans la communauté progressiste : deux coalitions différentes pour la justice climatique, un terrible clivage dans le mouvement ouvrier de gauche, des déconnexions permanentes entre les militants dans les collectivités, qui mènent des batailles similaires mais sans cohérence organisationnelle, et d'autres malheurs bien connus auxquels la gauche indépendante est confrontée partout.

Le désespoir de modifier ces rapports de forces a conduit certains militants climatiques courageux à réclamer des sanctions internationales contre le gouvernement de Cyril Ramaphosa. Cette action reflète leur sentiment légitime que ce type de punition est ce qui touche les élites, comme cela a été démontré en 1985 lorsque les sanctions anti-apartheid ont frappé fort. En outre, la tarification du carbone propre au Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'Union européenne (et d'autres pays occidentaux) pourrait bien creuser un fossé suffisamment profond pour séparer le bloc des émetteurs de carbone du reste de l'économie. En réponse directe à la bombe à retardement de Durban, ce mouvement et la coalition Oceans Not Oil, basée à Durban, ont également ouvert un dossier d'homicide (involontaire) contre de hauts responsables du gouvernement, dont Ramaphosa.

L'optimisme est également à chercher du côté des simples habitants de Durban, qui s'efforcent de s'entraider (notamment le groupe d'aide d'urgence respecté Gift of the Givers) et de durcir leurs critiques déjà vives à l'égard des gouvernements locaux, provinciaux et nationaux. Au cours du dernier demi-siècle, les militant·e·s de la ville ont souvent été au centre des luttes : en 1973, avec l'organisation des travailleurs portuaires, qui a contribué à l'émergence d'un mouvement ouvrier national ; au milieu des années 1980, avec la résistance communautaire contre l'apartheid ; à la fin

des années 1990, avec le mouvement « We are the Poors », qui a relancé les mouvements sociaux urbains ; en 2005, avec la sortie de prison de l'impressionnant groupe Abahlali baseMjondolo (qui collecte aujourd'hui des fonds pour venir en aide aux victimes des inondations) ; et dans la défense de la justice environnementale par l'ONG groundWork et surtout par la South Durban Community Environmental Alliance.

Les résidents de la classe ouvrière, frappés par les pluies et les inondations, et furieux du manque de soutien de l'Etat dans plusieurs parties de la ville, protestent déjà contre l'échec de l'Etat municipal, principalement en bloquant les principales artères. Des personnes désespérées ont également pénétré dans des magasins et des conteneurs à la recherche de nourriture, d'eau et de tout objet de valeur. Mais si ce genre de réactions socio-psychologiques ont acquis une importance, elles n'ont pas dégénéré autant qu'on le craignait : le dimanche précédent, le 10 avril, une marche du mouvement xénophobe dans le centre-ville (appelée « Opération Dudula », ce qui signifie « refouler ») a été un échec, n'attirant que quelques dizaines de participants locaux. Néanmoins, autre signe des temps, le même jour, l'ancienne maire Zandile Gumede a été élue par les membres de l'ANC à la tête de la branche de Durban du parti au pouvoir, qui était ces dernières années la plus importante du pays, bien que les poursuites judiciaires dont elle fait l'objet pour corruption puissent l'empêcher d'exercer ses fonctions. Tous ces processus politiques à Durban confirment une fois de plus combien les dynamiques restent fluides et difficiles à prévoir.

Ces processus peuvent aider la société dans son ensemble à déterminer, une fois de plus, comment combattre l'oppression par une réponse organisationnelle, une réponse qui transcende les lamentations, les maigres réformes et la charité, bien que des centaines de milliers de personnes aient besoin d'une aide d'urgence en ce moment même. La seule certitude est que la dernière bombe à retardement de Durban annonce des injustices climatiques bien plus profondes à venir.

Patrick Bond et Mary Galvin

P.-S.

• Article publié sur le site Climate&Capitalism, le 14 avril 2022 ; traduction rédaction A l'Encontre le 16 avril 2022 :

<https://alencontre.org/ecologie/afrique-du-sud-les-effets-meurtriers-des-inondations-face-a-la-politique-du-gouvernement-ramaphosa-qui-encourage-le-charbon-et-le-methane.html>